



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général du Gouvernement
Direction des services
administratifs et financiers

REGLEMENT DE CONSULTATION

**Fourniture, livraison, installation, formations et mise en service d'une solution de palettisation automatique
pour la Direction de l'Information Légale et Administrative
(DILA)**

Référence de consultation : 25_BAM_804

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

Date limite de remise des offres : 17/11/2025 – 12h00

Visite obligatoire du site : Voir article 5.6 du présent règlement de consultation.

Table des matières	2
Article 1 - REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
Article 2 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
Article 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
3.1 Procédure de passation	4
3.2 Périmètre du marché	4
3.3 Forme et montant du marché	4
3.4 Durée	5
3.5 Lieu d'exécution des prestations.....	5
3.6 Variantes.....	5
3.7 Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s)	5
3.8 Durée de validité des offres	5
3.9 Marché complémentaire pour la réalisation de livraisons complémentaires et de prestations similaires.....	5
3.10 Langue	5
3.11 Considérations environnementales	6
3.12 Traitement de données à caractère personnel	6
Article 4 - DOUBLE LABELLISATION « DIVERSITE ET EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES »	6
Article 5 - INFORMATION DES CANDIDATS	7
5.1 Contenu du dossier de consultation des entreprises.....	7
5.2 Coordonnées de la personne pouvant renseigner le candidat	7
5.3 Modalités de retrait et de consultation des documents.....	7
5.4 Modifications de détails du dossier de consultation des entreprises.....	7
5.5 Questions-réponses.....	7
5.6 Visite obligatoire.....	8
5.7 Prolongation du délai de réception des offres	8
Article 6 - CANDIDATURES	8
6.1 Interdictions de soumissionner	8
6.2 Interdictions de soumissionner en cas de groupements d'opérateurs économiques.....	8
6.3 Conditions de la participation	8
6.4 Présentation de la candidature	8
6.5 Examen des candidatures.....	9
6.6 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques.....	9
6.7 Conditions de présentation	10
6.8 Forme du groupement	10

6.9	Précisions sur la sous-traitance	10
Article 7 - OFFRES		10
7.1	Présentation de l'offre	10
7.2	Examen des offres	11
7.2.1	Critères de jugement des offres.....	11
7.2.2	Notation des offres.....	11
Article 8 - MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS		12
8.1	Date et heure limites de réception des plis	12
8.2	Conditions de transmission des plis	12
Article 9 - ATTRIBUTION DU MARCHE		14
9.1	Documents à fournir.....	14
9.2	Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuves.....	14
9.3	Mise au point.....	15
9.4	Signature du marché	15
Article 10 - MODALITÉS EN CAS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE		15
10.1	Rappels généraux	15
10.2	Exigences relatives à l'outil de signature	15
ARTICLE 11 - CONTENTIEUX		16

Article 1 - REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Direction des services administratifs et financiers (DSAF) du Premier ministre

Secrétariat général du Gouvernement
20 avenue de Ségur
75007 Paris

Monsieur Thibaut de VANSSAY de BLAVOUS

Directeur des services administratifs et financiers du Premier ministre
(Nommé par décret du 28 avril 2025 publié au JO n° 0101 du 29 avril 2025).

Article 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la fourniture, la livraison et l'installation d'une solution de palettisation automatique pour la Direction de l'Information Légale et Administrative (DILA).
Il s'agit d'un marché de fourniture.

En application de l'article L.2113-11 du Code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti, les prestations étant homogènes. En effet, la séparation des prestations (fourniture, installation, formation) nuirait à la cohérence globale de la solution technique.

Les spécifications techniques détaillées de l'équipement et des prestations attendues sont décrites dans le Cahier des Clauses Particulières (CCP).

Article 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 Procédure de passation

Le présent marché est conclu selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

3.2 Périmètre du marché

Le marché issu de cette consultation est passé par la Direction des Services Administratifs et Financiers (DSAF) qui est chargée de les signer et de les notifier au nom de la Direction de l'Information Légale et Administrative (DILA). La passation, la signature et la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir, ainsi que le cas échéant, la résiliation, sont également traitées par la DSAF.

Pendant l'exécution, la DILA assure le financement des prestations commandées sur son budget propre. Elle est responsable du contrôle de l'exécution des prestations et des décisions relatives à l'application de pénalités.

La DSAF se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

3.3 Forme et montant du marché

La présente consultation donne lieu à la conclusion d'un marché composite traité en partie en marché ordinaire à prix forfaitaire (poste 1 et poste 2), et en partie en accord-cadre à bons de commande (formations complémentaires, prestations de maintenance curative, et achat de pièces détachées).

Pour la partie traitée en accord-cadre à bons de commande uniquement, le cadrage financier est le suivant :
Montant minimum : sans ;

Montant maximum sur la durée : 60 000 euros HT.

Le prix est ferme pour les prestations du poste 1.

Les prix du poste 2 et du BPU sont révisables dans les conditions fixées par le CCP.

3.4 Durée

Le marché est conclu pour une durée ferme de quatre (4) ans à compter de sa notification.

Le marché peut être résilié avant son terme dans les conditions définies à l'article 20 du CCP de la consultation n°25_BAM_804.

3.5 Lieu d'exécution des prestations

Le lieu de livraison, et d'exécution des prestations annexes est le suivant :

Direction de l'Information Légale et Administrative

Département de l'imprimerie
26 rue Desaix,
75015, Paris

3.6 Variantes

La présente consultation est lancée sans variante, et le candidat doit respecter les prescriptions du CCP.

3.7 Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s)

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

3.8 Durée de validité des offres

Les offres sont valables 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

3.9 Marché complémentaire pour la réalisation de livraisons complémentaires et de prestations similaires

Suivant les dispositions des articles R.2122-4 et R2122-7 du code de la commande publique, ce marché pourra donner lieu à un nouveau marché pour la livraison de fournitures complémentaires et/ou la réalisation de prestations similaires, qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché.

Les conditions d'exécution des marchés susvisés seront les suivantes :

- Consultation de l'attributaire du présent marché sur la base d'un descriptif technique des services à réaliser ;
- Remise par l'attributaire du présent marché d'une offre de prix dans les délais fixés par l'acheteur ;
- Les conditions administratives du nouveau marché seront celles figurant au CCP

Ce marché de livraisons complémentaires et/ou de prestations similaires pourra être conclus dans les trois ans à compter de la notification du marché initial.

3.10 Langue

Les documents et informations remis par le candidat au représentant du pouvoir adjudicateur doivent être rédigés en langue française, ou à défaut, être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

3.11 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R2110-10 du code de la commande publique en prévoyant un critère environnemental comme critère d'attribution.

Les modalités d'application de la clause environnementale sont précisées à l'article 13 du CCP.

3.12 Traitement de données à caractère personnel

Description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de la personne publique (responsable du traitement des données à caractère personnel), et pour la durée du marché public, les données à caractère personnel nécessaires pour exécuter les prestations suivantes : Fourniture, livraison et installation d'une solution de palettisation automatique pour la Direction de l'Information Légale et Administrative.

Nature des opérations réalisées sur les données : collecte – Enregistrement – Conservation – Utilisation – Communication aux personnels concernés – Effacement.

Finalité(s) du traitement : Fourniture, livraison et installation d'une solution de palettisation automatique pour la Direction de l'Information Légale et Administrative.

Données à caractère personnel susceptibles d'être traitées : noms, adresses professionnelles, numéros de téléphone professionnel, fonction, identifiants de connexion.

Catégories de fourniture concernée : solution de palettisation automatique

La personne publique met à la disposition du titulaire les informations nécessaires à la réalisation des prestations.

En cas de violation de données à caractère personnel, le titulaire coopère avec le Responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du RGPD relatifs à la communication à la personne concernée d'une violation de données à caractère personnel.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

Article 4 - DOUBLE LABELLISATION « DIVERSITE ET EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES »

Les services du Premier ministre sont engagés dans une démarche de double labellisation visant d'une part à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelles et d'autre part à prévenir les discriminations et promouvoir la diversité non seulement dans la gestion de ses ressources humaines mais aussi dans le cadre de ses relations avec ses prestataires et fournisseurs.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, la DSAF met actuellement en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes, favoriser le rééquilibrage des rémunérations entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès des femmes aux fonctions d'encadrement et d'encadrement supérieur.

Pour inciter le prestataire de la DSAF à entamer ou développer une démarche similaire ou pour s'inspirer de ce que ce dernier a déjà entrepris en matière d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations, la personne publique a rédigé un questionnaire « diversité et égalité professionnelle » annexé au présent RC.

Les informations renseignées dans ce formulaire n'ont aucune incidence sur l'analyse des candidatures ni sur l'évaluation et la sélection des offres reçues.

Le questionnaire complété peut être remis soit au moment de la remise de l'offre soit au moment de l'attribution du marché au soumissionnaire retenu. Il n'est exigé que du seul attributaire.

Le contenu du questionnaire doit être actualisé par le titulaire du marché tous les ans.

Article 5 - INFORMATION DES CANDIDATS

5.1 Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des éléments suivants :

- le présent règlement de consultation et ses annexes :
 - 02_RC_Annexe 1 : double labellisation, complétée ;
 - 02_RC_Annexe 2 - Attestation sur l'honneur, complétée ;
- le formulaire ATTRI1 valant acte d'engagement (AE) et son annexe financière (tarif du candidat applicable aux prestations objet du marché) ;
- le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le cadre de réponse technique (CRT).

5.2 Coordonnées de la personne pouvant renseigner le candidat

Toute demande de renseignement devra être effectuée à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.3 Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr

5.4 Modifications de détails du dossier de consultation des entreprises

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard **six (6) jours calendaires** avant la date limite de remise des offres.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier. Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Dans l'hypothèse où la date de remise des offres initialement fixée ne permet pas la modification ou la transmission des offres dans le délai imparti, cette date sera reportée par le représentant du pouvoir adjudicateur. Les candidats identifiés seront informés du report de la date limite de remise des plis.

5.5 Questions-réponses

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir au plus tard huit (8) jours calendaires avant la date limite de remise des offres leurs questions et demandes de renseignements complémentaires par courrier électronique sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) :

www.marches-publics.gouv.fr (référence **25_BAM_804**).

Les réponses sont transmises par voie électronique, par l'intermédiaire de cette plate-forme, à tous les candidats ayant retiré un dossier **au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres**.

Des courriels sont susceptibles d'être adressés aux candidats via la plate-forme des achats de l'État PLACE (en provenance de l'adresse de messagerie suivante : nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr) avec notamment un lien de téléchargement permettant d'accuser réception du courriel et d'accéder au contenu de ces messages.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr **ne sont pas traités comme des courriels indésirables**.

5.6 Visite obligatoire

Afin de prendre connaissance des contraintes relatives à l'exécution des prestations, une visite obligatoire sur site est organisée.

La visite se tiendra du **20/10/2025 au 30/10/2025**, à partir de 15h00, et pour une durée de deux heures.

5.7 Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie six (6) jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues à l'article R2151-4 du code de la commande publique.

Article 6 - CANDIDATURES

6.1 Interdictions de soumissionner

Outre les interdictions de soumissionner obligatoires définies aux articles L 2141-1 à L 2141-5 du code de la commande publique, la personne publique retient les interdictions de soumissionner facultatives définies aux articles L 2141-7 à L 2141-11 dudit code.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe sans délai l'acheteur. En cas d'interdiction de soumissionner obligatoire, le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure.

Le candidat retenu devra établir la preuve qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner prévu aux articles L 2141-1 à L 2141-5 du Code de la commande publique.

6.2 Interdictions de soumissionner en cas de groupements d'opérateurs économiques

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant. Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

6.3 Conditions de la participation

Conformément à l'article R 2142-4 du code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

L'acheteur n'impose pas aux candidats de niveaux minimums de capacité.

6.4 Présentation de la candidature

Les candidats constituent un dossier de candidature contenant les documents suivants :

- la lettre de candidature (formulaire DC1 ou équivalent) dûment complétée et datée. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera signé par chaque membre du groupement ;
- la déclaration du candidat (ou formulaire DC2 ou équivalent) dûment complétée et datée.
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- les attestations d'assurance (Responsabilité Civile Professionnelle) ;
- un relevé d'identité bancaire

En cas de groupement, chacun des membres du groupement doit fournir une déclaration du candidat distincte.

Les formulaires DC1 et DC2 sont téléchargeables gratuitement à partir du lien : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

Les documents doivent être signés par une personne habilitée à engager le candidat.

6.5 Examen des candidatures

La sélection des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R 2144-1 à R 2144-7 du code de la commande publique.

Les candidatures seront examinées au regard des capacités technique, professionnelle et financière des candidats sur la base des éléments suivants, communiqués par les candidats :

Capacités technique et professionnelle :

- déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- présentation d'une liste de références professionnelles de moins de trois ans se rapportant à des prestations similaires à celles de la présente consultation, indiquant si possible le montant, la date et le destinataire, public ou privé. Il est également demandé aux soumissionnaires de préciser le nombre de solutions de palettisation automatique, livrées en Europe/France, avec la même technologie que celle décrite dans le CCP.

Capacité financière :

- chiffre d'affaires annuel global des trois derniers exercices ;
- chiffre d'affaires annuel des trois derniers exercices dans le domaine d'activité couvert par la présente consultation ;
- en cas d'entreprise créée depuis moins de trois ans, une déclaration appropriée de l'organisme bancaire dont le candidat dépend, attestant de sa crédibilité financière, nécessaire à la bonne exécution du marché.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la présentation était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous. Ce délai est précisé avec la demande de complément. Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments seront éliminées.

Dans le cadre de l'analyse, seront éliminés :

- les candidats en redressement judiciaire en cours de période d'observation ou dont le plan de redressement (plan de continuation) est inférieur à la durée d'exécution du marché ;
- les candidats dont les capacités professionnelles et techniques ou financières sont jugées insuffisantes ;
- les candidats ayant fait l'objet d'une interdiction obligatoire ou facultative de soumissionner.

6.6 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Un service de bourse à la co-traitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'État (Plateforme des achats de l'État : PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'État. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles aux adresses suivantes :

- https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf
- <https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>

6.7 Conditions de présentation

Dans le cadre de la consultation, le pouvoir adjudicateur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

6.8 Forme du groupement

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'entreprises, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidats remplissent un seul DC1 mais chaque membre du groupement le signe et produit les renseignements ou documents demandés par le pouvoir adjudicateur (formulaire DC2).

6.9 Précisions sur la sous-traitance

La sous-traitance est autorisée pour les prestations, hormis la fourniture du robot palettiseur.

Les candidats peuvent présenter leurs sous-traitants au représentant du pouvoir adjudicateur lors de la remise des plis ou en cours d'exécution du marché. La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide du formulaire DC4 (Déclaration de sous-traitance), disponible à l'adresse suivante :

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/notices_dc/notice-dc4-2019.pdf

En cas de sous-traitance déclarée au moment de la présente mise en concurrence, il devra être remis un DC4 pour chacun des sous-traitants présentés.

L'intégralité des pièces justificatives demandées à l'attributaire pressenti seront également demandées aux sous-traitants déclarés.

Article 7 - OFFRES

7.1 Présentation de l'offre

L'offre du soumissionnaire comporte les pièces suivantes :

- le formulaire ATTRI 1 valant acte d'engagement complété et daté ;
- l'annexe financière (DPGF et BPU), complétée et datée ;
- le cadre de réponse technique (ou le mémoire technique, élaboré sur la base du cadre de réponse technique), qui constitue un élément essentiel du jugement de l'offre. Il devra impérativement contenir toutes les informations exigées.
- les annexes 1 et 2 au règlement de consultation complétées ;

Les soumissionnaires n'ont pas l'obligation de signer leur offre. Seul l'attributaire sera invité à signer son offre au terme de la procédure de passation. Toutefois, si le soumissionnaire le souhaite, il peut signer son offre dès le dépôt de son pli.

7.2 Examen des offres

Les offres inappropriées ou inacceptables au sens de l'article R2152-1 du code de la commande publique seront éliminées. L'acheteur pourra autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser leur offre jugée irrégulière dans un délai approprié, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre (article R2152-2 du code de la commande publique).

Etant précisé qu'est :

- (a) inappropriée, une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur qui sont formulés dans les documents de la consultation ;
- (b) irrégulière, une offre qui est incomplète, ne respecte pas les exigences formulées dans l'avis d'appel public à la concurrence ou dans les documents de la consultation ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale ;
- (c) inacceptable, une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Les demandes de régularisation et/ou de précision ne peuvent ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

En cas de discordance constatée dans une offre, l'acte d'engagement prévaut sur les autres pièces. Si le candidat concerné est retenu, son offre fera l'objet d'une mise au point.

7.2.1 Critères de jugement des offres

Le marché est attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de jugement pondérés suivants :

➤ Critère 1 : valeur technique (55 points)

La valeur technique est jugée sur la base du mémoire technique, et est décomposée comme suit :

- Sous-critère 1 : Ergonomie de la solution proposée : 15 points
- Sous-critère 2 : Pertinence des délais proposés : 10 points
- Sous-critère 3 : Pérennité de la solution proposée (disponibilité - conditions de garantie - maintenance) : 20 points
- Sous-critère 4 : Qualité des formations et de la documentation technique proposées : 10 points

➤ Critère 2 : prix (40 points), jugé sur la base du montant total de l'offre proposée.

➤ Critère 3 : prise en compte des enjeux de développement durable (5 points).

L'analyse de ce critère est effectuée au regard des solutions proposées par le soumissionnaire pour réduire l'impact environnemental de son activité.

7.2.2 Notation des offres

➤ Notation du critère Prix

La note financière, **sur 40 points**, est obtenue par application au montant de l'offre, de la formule ci-dessous :

Note obtenue = (Montant de l'offre la moins élevée/Montant de l'offre examinée) x Note maximum

Le soumissionnaire complète l'annexe financière jointe au dossier de consultation. En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur l'annexe financière prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre et le montant de l'annexe financière sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées sur l'annexe financière seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération.

➤ Notation des autres critères :

L'analyse de la valeur technique et environnementale se fait sur la base des éléments communiqués dans le cadre de réponse technique (ou du mémoire technique élaboré sur la base du cadre de réponse technique), en lien avec les prescriptions du CCP

Chaque sous-critère technique, de même que le critère environnemental, est dans un premier temps évalué sur 5 points selon le barème suivant :

5 points	Très satisfaisant
4 points	Satisfaisant
3 points	Assez satisfaisant
2 points	Insuffisant
1 point	Très insuffisant

Les notes sur 5 sont ensuite multipliées par le coefficient approprié afin de correspondre à la pondération prévue à l'article 7.2.1 du présent règlement de la consultation.

La note totale est constituée de la somme des notes obtenues pour chaque critère. L'offre obtenant le total de points le plus important est l'offre économiquement la plus avantageuse.

Article 8 - MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS

8.1 Date et heure limites de réception des plis

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées dans les documents de consultation. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne seront pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai seront inscrits au registre des dépôts mais seront rejetés. En cas d'envoi successifs, seul sera retenu le dernier pli déposé avant la date limite de remise des plis.

8.2 Conditions de transmission des plis

Depuis le 1^{er} octobre 2018, les offres sont OBLIGATOIREMENT transmises par voie électronique. Les offres transmises sur support papier seront automatiquement rejetées. Aucun envoi par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site (PLACE) :

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisation de la plate-forme des achats de l'État et notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et à répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme :

- manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- assistance téléphonique ;

- module d'autoformation à destination des candidats ;
- foire aux questions ;
- outils informatiques.

Les candidats ont la possibilité de poser des questions au pouvoir adjudicateur sur le dossier de consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

➤ **Présentation des dossiers et format des fichiers**

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

➤ **Horodatage**

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délais et sont rejetés. En cas d'indisponibilité de la plateforme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiés.

➤ **Copie de sauvegarde**

Les candidats peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique, doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

- " copie de sauvegarde " ;
- intitulé de la consultation ;
- nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 II de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Elle doit être envoyée par voie postale ou déposée contre récépissé de 10 h à 12 h et de 14 h 30 à 16 h 30 à l'adresse suivante :

Services du Premier Ministre
Direction des services administratifs et financiers (DSAF)
SDPAFI/Bureau des achats ministériels
20 avenue de Ségur
TSA 70723 – 75334 PARIS cedex

Le pli doit comporter la mention suivante :

La copie de sauvegarde est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions de l'article R 2132-11 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

➤ **Antivirus**

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Article 9 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles à l'article R 2181-1 et suivants du code de la commande publique.

9.1 Documents à fournir

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public fournit dans le délai fixé dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- l'acte d'engagement (ATTR1), complété et signé par une personne habilitée à engager la société (si l'attributaire ne l'avait pas déjà signé dès le dépôt de son offre), le cas échéant par tous les membres du groupement d'opérateurs économiques ;
- le cas échéant, dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous l'acte d'engagement, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement ;
- le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques) ;
- le cas échéant, en cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci ;
- le cas échéant, si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D 8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail).

9.2 Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuves

Le candidat retenu devra justifier qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner conformément aux dispositions prévues aux articles L 2141-1 à L 2141-5 du code de la commande publique.

Le soumissionnaire établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;

- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis. En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuve directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire.

Afin de simplifier et de sécuriser la remise des documents demandés, le soumissionnaire peut les déposer sur la plateforme en ligne e-attestations.

9.3 Mise au point

Il peut être demandé au soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le projet de clarifier les aspects de son offre ou de confirmer les engagements figurant dans celle-ci. Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre.

9.4 Signature du marché

Le marché est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTR11) qui lui est adressé par l'acheteur.

En cas de signature électronique : La signature électronique doit respecter les exigences prévues à l'article relatif aux modalités de signature électronique du présent règlement de consultation.

Article 10 - MODALITÉS EN CAS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

10.1 Rappels généraux

Chaque document à signer doit être signé individuellement. Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques des ministères économiques et financiers.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique ;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

10.2 Exigences relatives à l'outil de signature

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisés :

- **1^{er} cas** : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance

qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :
sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>).

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

- **2ème cas** : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

ARTICLE 11 - CONTENTIEUX

Dans le cas où un accord amiable ne pourrait intervenir, le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 PARIS CEDEX 04
01 44 59 44 00 -